

« L'environnementalisme associatif dans le Grand Paris. Enquête sur les formes d'engagement »

Flaminia Paddeu, 26 / 04 / 2017

Flaminia Paddeu est post-doctorante au LADYSS (Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces), partenaire du labEx Dynamite (Dynamiques Territoriales et Spatiales). Elle a réalisé une thèse de géographie portant sur les mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans le contexte de décroissance urbaine à partir de l'étude de quartiers défavorisés de Détroit et de New York (<https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01283583/document>). Après avoir soutenu sa thèse en 2015, elle poursuit ses recherches sur les mouvements urbains environnementaux et alimentaires aux États-Unis et en France.

1. Contexte de la recherche : un projet coopératif qui croise approches géomatiques et qualitatives

Elle présente aujourd'hui son travail de post-doctorat, la construction de la problématique de recherche, du protocole méthodologique et des premiers résultats. Son post-doctorat s'intègre dans un projet collectif appelé *CIVIC'ACT*, qui rassemble une quinzaine de chercheurs issus de différentes disciplines des sciences humaines et sociales de l'Université Paris-Diderot (LADYSS) et de Sciences Po (CEVIPOF). Nathalie Blanc, directrice du LADYSS et spécialiste des liens entre mouvements associatifs et création de formes environnementales, coordonne le projet au sein du LADYSS. Ce projet vise à enquêter sur les mobilisations et les actions associatives pour l'environnement et l'écologie afin de dresser un diagnostic de l'engagement environnemental, de comprendre et de restituer les différents modes d'agir pour l'environnement local des associations du Grand Paris. Ainsi, le projet associe des méthodes quantitatives (construction d'une base de données géolocalisées des associations, questionnaires, analyse textuelle...) et des méthodes qualitatives (entretiens avec des responsables d'association, questionnaires). Ce travail pose donc le défi de l'interopérabilité entre méthodes quantitatives et qualitatives.

Les chercheurs impliqués dans le projet *CIVIC'ACT* collaborent également avec des équipes internationales. Le projet a été élaboré en étroite collaboration avec des chercheuses new-yorkaises qui ont mis en place un observatoire des associations environnementales à New York afin d'aligner les protocoles. Deux autres équipes ont récemment rejoint la collaboration : une équipe de Stockholm (Suède) et une équipe de Nairobi (Kenya). Ces collaborations permettront de mener une démarche comparative entre des villes de différentes morphologies et dans des contextes du Nord et du Sud. Un objectif de long terme du projet est de permettre des échanges de savoir-faire et de pratiques entre ces différents espaces pour faciliter les circulations à la fois du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord.

QUESTION *A quoi sert la plateforme cartographique ? Cette plateforme répond-elle à un besoin des associations ?*

- Les associations sont en forte demande de visibilité dans un contexte de militantisme difficile. Du côté des citoyens, la visibilité permet également à chacun de s'engager plus facilement et sous différentes formes. En ce sens, l'enquête et la plateforme qui l'accompagne constitue une recherche-action. La plateforme pourra également servir à d'autres chercheurs.
- La base de données et la plateforme permettent des comparaisons statistiques dans l'espace, entre les différents territoires du Grand Paris et avec les autres métropoles engagées dans le projet (New York, Stockholm, Nairobi) et dans le temps. Avec des données actualisées, il sera possible d'analyser les évolutions et les transformations de l'environnementalisme associatif ainsi que ses effets sur la gouvernance et l'environnement local à moyen terme.
- Enfin, la plateforme peut être le support d'échanges internationaux entre les associations des différentes métropoles engagées à propos de leurs pratiques, etc.

2. Les objectifs de l'enquête

L'engagement pour son cadre de vie quotidien

La spécificité du projet est de s'intéresser à l'environnement local urbain. Peu de travaux ont étudié les engagements associatifs quotidiens, micro-locaux et visant à l'embellissement du cadre de vie immédiat. Ces actions constituent une autre forme d'engagement pour l'environnement que la participation aux grandes ONG, par exemple. D'autre part, le projet prend le parti d'étudier les milieux urbains et périurbains plutôt que les milieux ruraux, là où la présence de la nature et l'enjeu de sa protection paraissent moins évidents. L'enquête vise à comprendre qui prend en charge les milieux de vie et qui s'occupe de l'environnement urbain ? Cette approche se différencie de celle par les mobilisations. Les acteurs enquêtés sont de nature variée : des groupes de la société civile avec des formes d'auto-organisation, des associations locales et de quartier, des collectifs informels, des réseaux d'association et des coalitions organisées.

Ces associations locales peuvent jouer différentes fonctions à l'égard de l'environnement local. Celles-ci permettent de proposer une première typologie :

- la fonction de « *stewardship* »

Le *stewardship* fait référence à l'intendance de la maison, c'est-à-dire garantir que la vie domestique se passe dans de bonnes conditions à travers la gestion de la nourriture, des meubles, du budget domestique, etc. Plus largement, il désigne aujourd'hui le fait de se constituer en tant que gardien ou garant de quelque chose, en particulier des biens d'autrui. La notion de *stewardship* est utilisée en management par les directeurs généraux qui se placent comme garant de l'intérêt de l'entreprise. Elle est reprise dans le domaine de la gestion des ressources pour désigner une utilisation raisonnée et durable. Elle désigne alors une éthique environnementale. Comment des attachements aux milieux de vie se créent ? Le *stewardship* peut-il contribuer à expliquer qu'un groupe décide de prendre en charge un espace ?

- la fonction de « *monitor* »

Il s'agit de surveiller un espace mais aussi de l'évaluer, de juger et d'observer ses changements.

- la fonction de « *advocate for* »

Cette fonction désigne davantage des formes de militantisme politique.

- la fonction d'**éducation** à l'environnement ou de « *care* »

Il s'agit de prendre soin de l'environnement.

Objectifs de recherche

L'enquête combine trois objectifs :

1. L'observation des formes d'engagement associatif pour l'environnement local urbain. L'enquête a donc une visée informative et diagnostic.
2. Rendre visible et distinguer les formes d'agir environnemental face à « l'agir anthropocénique » (Bonneuil et Fressoz, 2016).
3. Proposer une approche de l'environnementalisme ordinaire à partir des « signaux faibles de la citoyenneté » (Carrel et Neveu, 2014).

Problématique de recherche

Comment ces groupes s'engagent-ils et agissent-ils pour leur environnement local, participent-ils aux modes de production de l'environnement et contribuent-ils à la gouvernance locale ?

Principales hypothèses

- Les formes d'engagement et d'agir pour l'environnement urbain

L'engagement peut se définir comme une action sur le milieu visant à le transformer et à l'améliorer. Le milieu est ainsi compris comme une ressource commune. On peut faire l'hypothèse d'une multiplication des formes d'engagement au regard de l'essoufflement de la légitimité des institutions représentatives. On peut se demander s'il existe un sentiment d'appartenance à une communauté écologique fragile et vulnérable.

- La production de « communautés relationnelles environnementales »

Le sentiment d'attachement aux lieux et aux milieux de vie est-il un moteur de la transformation des représentations ?

- Les dispositifs de gouvernance urbaine de l'environnement

L'engagement politique se déplace vers la transformation de la matérialité des milieux et des modes de vie. Des dispositifs politiques et législatifs publics apparaissent et se recomposent de manière à agir avec ces collectifs (Barbier et Larrue, 2011) dans une volonté de ne pas opposer systématiquement associations contestataires d'un côté et associations pourvoyeuses d'expertise de l'autre.

3. Approches théoriques : les formes d'engagement et d'agir pour l'environnement urbain

L'engagement pour l'environnement a toujours existé. Bonneuil et Fressoz ont mis en avant l'existence de contestations environnementales à l'œuvre dès les premiers pas de l'industrialisation. Selon leurs mots, l'agir anthropocénique s'est développé face à un « arc de résistances ». Comment a évolué l'environnementalisme ? L'environnementalisme est défini ici comme un mouvement naturaliste issu de la modernité caractérisé par un sentiment de nature esthétique, culturel et moral, avec une dynamique de protection. Flaminia Paddeu propose une typologie des formes d'engagement à partir d'une revue de la littérature. Elle distingue quatre types : l'environnementalisme naturaliste, l'environnementalisme contestataire, l'environnementalisme ordinaire et l'environnementalisme démocratique.

QUESTION *Environnement ou écologie ? Cette distinction classique permet-elle de créer une typologie au sein des mouvements ?*

- Flaminia Paddeu n'utilise pas le terme d'écologie. Elle le distingue de l'environnement par une prise en compte plus grande des relations entre les éléments d'un système alors que l'environnement qualifie plus simplement le cadre ou le milieu de vie.
- Ainsi, elle ne distingue pas véritablement environnementalisme et écologie politique. L'environnementalisme est pris dans un sens plus large qu'écologie politique.

- *L'environnementalisme naturaliste*

Ce mouvement s'est développé à partir du milieu de XIX^{ème} siècle contre l'urbain et en réaction à l'urbanisation et à l'industrialisation. Il s'appuie sur la volonté de protection des espaces et des espèces. La nature est conçue comme un bien moral précieux et, par conséquent, comme quelque chose de différent de l'homme selon la théorie du « grand partage » de Descola. L'environnementalisme naturaliste a conduit à la création de grands parcs nationaux et à l'hygiénisme urbain. Certains auteurs le qualifient d'« environnementalisme des riches » dans la mesure où il a été porté par des groupes éduqués et aisés.

- *L'environnementalisme contestataire*

A l'opposé, cet environnementalisme a parfois été qualifié d'« environnementalisme des pauvres ». Il est le fait de populations moins aisées qui tentent de concilier questions sociales et environnementales. Il fait émerger de nouveaux enjeux comme la justice environnementale, la santé, les espaces verts et plus uniquement les grands parcs. L'environnement n'est pas conçu comme un autre, un en-dehors mais littéralement comme ce qui nous entoure. C'est pourquoi la santé, la toxicité, la mise en place des décharges etc. sont intégrées aux problématiques environnementales.

- *L'environnementalisme ordinaire*

Cette forme d'engagement se caractérise par l'attention portée aux milieux de vie. Elle témoigne d'un attachement à la rue, au quartier et à la qualité de vie quotidienne. Il ne s'agit pas à proprement parler de mouvements sociaux mais de communautés environnementales qui souhaitent s'engager pour l'embellissement de leur cadre de vie. Ces mouvements combinent une dimension utopique avec une

volonté de renaturation et une aspiration à l'ordinaire et au quotidien. Flaminia Paddeu a choisi d'utiliser le terme « ordinaire » pour faire référence à trois dimensions. Premièrement, ce terme renvoie à l'objet de l'engagement. Celui-ci n'est pas nécessairement extraordinaire ou remarquable. Il peut s'agir de la « nature ordinaire », de « paysages ordinaires » et de la « biodiversité ordinaire ou générale », c'est-à-dire celle à laquelle les sociétés accordent une valeur en tant qu'elle rend des services écosystémiques, à la différence de la biodiversité remarquable, c'est-à-dire celle à laquelle les sociétés accordent une valeur intrinsèque. On peut se demander si l'environnementalisme ordinaire est un outil de défense de la nature ordinaire. Deuxièmement, le terme « ordinaire » peut s'appliquer aux modes d'action de l'environnementalisme et faire référence à la « résistance ordinaire » (Dobré et Juan, 2013). Par exemple, les comportements des consommateurs sont des actes de « résistance ordinaire ». Enfin, il renvoie aux modes de gouvernement de la nature à travers la notion de « citoyenneté ordinaire », désignant les formes de participation à la vie publique et d'expériences de citoyenneté à une échelle locale à une époque où la citoyenneté nationale semble fragilisée (Carrel et Neveu, 2011). L'emploi du terme « ordinaire » n'est donc pas fortuit, mais utilisé par Flaminia Paddeu pour s'inscrire dans des recherches récentes et foisonnantes en sciences sociales.

- *L'environnementalisme démocratique*

La nature est conçue comme cosmopolitique et collective. Comment faire intervenir les citoyens dans les questions environnementales ? Comment participent-ils au gouvernement de la nature en ville ? Ces éléments deviennent des questions publiques et politiques.

Résumé de la typologie proposée par Flaminia Paddeu

	Environnementalisme naturaliste	Environnementalisme contestataire	Environnementalisme ordinaire	Environnementalisme démocratique
Principe	Conservation – Protection des espaces et des espèces	Lutter contre les dégâts de l'agir anthropocénique	Attention portée au milieu de vie	Faire intervenir les citoyens dans le gouvernement
Urbain	Non	Oui	Oui	Oui
Nature	Nature esthétisée, bien morale	Environnement	Cadre de vie / Milieu de vie	Nature cosmopolite et collective
Ontologie	Partage entre nature et culture (Descola)	Justice environnementale	Attachement - Soins	Nature en ville comme question politique
Agents	Populations aisées et éduquées	« Environnementalisme des pauvres »	Habitants	Citoyens
Echelles	Local / Régional / International	Local	Local et micro-local	Local / International
Grammaire d'action	Protection à travers des réserves naturelles	Contestations Manifestations	Associations Jardins partagés	Dispositifs participatifs
Exemples	Trevelyan Grands Parcs naturels	Luddistes	Jardins familiaux	Budgets participatifs

Cette typologie ne se veut pas hermétique. Elle est pensée comme un ensemble de pôles à partir desquels étudier des hybridations.

4. Protocole méthodologique de l'enquête

Les différentes équipes mettent chacune en place des méthodes différentes. Le croisement de ces méthodes constitue un enjeu méthodologique important pour le projet.

L'enquête en ligne

Un questionnaire en ligne a été mis en place et envoyé à 753 associations du Grand Paris dans le but de créer une base de données et une cartographie de l'environnementalisme associatif dans le Grand Paris. 1200 associations ont été répertoriées à partir des bases de données de la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative). Seules 753 contacts au sein de ces associations ont été repérés. Le questionnaire s'intéresse aux activités de l'association, au statut juridique, à la propriété foncière, aux formes d'action, à l'objet de l'association (agriculture urbaine, auto-construction, mobilités, multifonctionnalité, etc.), aux lieux d'action de l'association à partir d'une cartographie en ligne, aux réseaux associatifs auxquels elle appartient, aux financements et à la communication. Une section libre (texte libre) est également intégrée au questionnaire.

Ce questionnaire et la base de données géolocalisées permettront de réaliser différents types d'analyse, notamment sur les territoires d'action de ces associations, sur la répartition spatiale de l'environnementalisme associatif (les associations sont-elles plus nombreuses dans les territoires en difficulté, dans les communes riches, dans les territoires comprenant le plus grand nombre d'espaces verts, une biodiversité remarquable, etc. ?), sur les réseaux associatifs (quels sont les associations les plus marginalisées ? Au contraire, celles qui sont les plus intégrées à travers des plateformes ?). La base de données constituée pourra être croisée avec des données socio-économiques, paysagères et urbanistiques plus classiques. L'équipe envisage de valoriser ces résultats par des cartographies originales telles que des cartes de densité de *stewardship*. Ce travail est mené en étroite collaboration avec le CEVIPOF.

L'enquête par entretiens

L'enquête par questionnaire vise à constituer une base de données et donc à permettre des traitements statistiques. Une enquête par entretiens doit compléter ce dispositif afin de mieux comprendre les mécanismes de l'engagement, les spécificités des actions menées, les relations avec le territoire (échelle de la rue, du quartier, de la métropole / attachement) et l'insertion de l'association dans la gouvernance locale. Les entretiens sont réalisés auprès d'une personne en charge de l'association. Ils ne se font pas auprès des bénévoles ou des adhérents.

QUESTION *Quelle est la sociologie des personnes dans les associations enquêtées ?*

- L'enquête ne vise pas à répondre à cette question. Cela aurait nécessité une autre méthodologie. D'autres travaux sont menés sur ces questions à partir de trajectoires de militants, de biographie et d'une analyse des professionnels associatifs, des adhérents et des bénévoles.
- Cependant, les entretiens menés auprès des responsables d'associations peuvent donner des indications quant aux profils sociologiques des personnes participant à l'association. Une des difficultés est que les personnes peuvent participer de manière très différente à une association : en étant bénévole, adhérent ou bien de manière ponctuelle lors d'un événement festif.

Quelques associations ont été ciblées à partir d'un échantillonnage des communes. Une dizaine de communes dites « représentatives du Grand Paris » ont été sélectionnées à partir de onze variables de la base données MOS (Mode d'Occupation du Sol). Un indice de défaveur social rassemblant le taux de chômage, le revenu moyen et un indicateur du niveau moyen d'éducation ainsi qu'un indice de participation politique prenant en compte le taux d'abstention, la répartition du vote par parti politique et le nombre d'associations en 2015 ont permis d'établir des profils de commune. Ces deux indices permettent de prendre en compte à la fois des contraintes socio-économiques à l'engagement et des formes de citoyenneté variées.

QUESTION *Pourquoi avoir pris en compte le vote dans les profils de commune ?*

- Ce choix s'appuie sur la volonté de tester plusieurs hypothèses. Par exemple, existe-t-il un lien entre abstention et participation à des associations ? Peut-on mettre en relation le taux d'abstention et le taux de participation à des associations ? Cela irait dans le sens d'une évolution des formes de citoyenneté. Une autre hypothèse importante concerne le vote écologiste. Y'a-t-il davantage d'environnementalisme associatif dans les communes où le vote écologiste est élevé ?

Les entretiens s'organisent autour de quelques grands axes :

- Racontez-moi votre association.

Le mode du récit permet de créer une relation de confiance avec la personne interrogée, de comprendre les processus d'engagement sous un angle à la fois administratif, politique et émotionnel et de saisir le regard porté par la personne sur son association.

- Qu'est-ce qui vous tient à cœur ?

- Quel est l'attachement au lieu ?

- A quelles communautés appartient l'association ?

- De quoi votre association a-t-elle besoin ?

5. Les résultats

Pour l'instant, 145 associations ont répondu au questionnaire, ce qui correspond à un taux de réponse de 19,2 %, et permet déjà de dresser quelques constats. La très grande majorité des associations sont des associations de loi 1901 et quasiment toutes les actions sont menées par des bénévoles. Elles sont, pour la plupart, dans une situation d'autonomie financière. La commune joue le rôle de pourvoyeur de foncier plutôt que de financeur. Flaminia Paddeu interroge la pertinence du questionnaire dans la mesure où celui-ci semble fonctionner comme un « cahier de doléances » dans lequel les associations peuvent exprimer les conflits, tensions et contestations en cours.

Les entretiens sont menés de front. Pour l'instant, une quinzaine ont été réalisés à Bobigny, aux Lilas, à Pantin, dans les 12^{ème} et 18^{ème} arrondissements de Paris. Trop peu d'entretiens ont encore été réalisés et analysés. Néanmoins, ils semblent mettre en évidence une multiplicité d'engagements. Les associations sont très ancrées localement. L'échelle du quartier est souvent mentionnée comme échelle

de référence. Les associations font état de stratégies d'arrangement avec les acteurs institutionnels, ce qui laisse la place à une part d'informalité dans la gouvernance locale de l'environnement urbain.

6. Questions

Les associations que vous interrogez se représentent-elles comme environnementales ?

Pour la plupart, elles se pensent comme environnementales. Néanmoins, celles qui défendent le cadre de vie et le patrimoine se sentent plus éloignées des enjeux environnementaux. De manière générale, les associations enquêtées sont peu connues et peu médiatisées. Elles agissent un à une échelle micro-locale. Elles se pensent parfois comme peu dignes d'intérêt et ne comprennent pas nécessairement pourquoi un projet de recherche s'intéresse à elles. Flaminia Paddeu cite l'exemple du *Jardin de Paul*, association contactée pour un entretien. Le mail de réponse envoyée par la responsable faisant état des difficultés de l'association, de son activité occasionnelle plus que permanente (il s'agit de parcelles cultivées pour des jardins familiaux), est exemplaire de la représentation que les associations ont d'elles-mêmes.

Comment les associations pensent-elles leurs actions ? Les perçoivent-elles comme des actions locales ou bien envisagent-elles leurs actions dans une volonté de transformation sociale plus large ?

Pour l'instant, les associations enquêtées mettent en avant un fort ancrage local. Leurs actions visent à transformer le milieu local, « le quartier ». Même si le quartier est l'échelle de référence et que les associations forment des réseaux, l'échelon communal semble demeurer un référent majeur. Les premières analyses de réseaux montrent des liens plus forts au sein des communes qu'en dehors. L'appartenance communale est même plus déterminante que la proximité géographique. Les découpages administratifs structurent donc fortement l'espace associatif. De même, les bénévoles vivent très près de l'endroit où ils s'investissent. L'engagement se fait donc dans la proximité. L'engagement associatif peut également, dans de rares cas, influencer sur les stratégies résidentielles. Flaminia Paddeu cite le cas d'une adhérente d'un AMAP qui, après un premier déménagement, a souhaité retourner dans la commune précédente pour retrouver l'AMAP.

La dimension ouvertement politique de transformation sociale et l'idée d'un mouvement global est quasi absente. Ceci témoigne d'une nouvelle manière de s'investir dans le milieu urbain. Les associations ont abandonné le fait d'avoir des actions politiques. Ceci pose une question importante : est-ce un abandon, un repli sur le local, ou bien est-ce une autre manière d'agir, un engagement combiné à d'autres ?

Les associations sont-elles présentes sur les réseaux sociaux ?

Les associations les plus récentes sont très présentes sur les réseaux sociaux mais ce n'est pas le cas de toutes.

Vous intéressez-vous aux liens avec les politiques publiques ?

Cette question a été peu abordée jusqu'à présent mais, dans la mesure où l'enquête souhaite comprendre la place de ces associations dans la gouvernance locale, l'analyse des politiques publiques sera nécessaire.

Quelle est la place des transports et de la transition énergétique dans les associations présentes dans le Grand Paris ?

Peu d'associations ayant pour objet la transition énergétique ont été répertoriées. Il existe des associations de réparation de vélo et des collectifs comme Montreuil en transition qui réfléchissent et agissent pour la transition énergétique. Flaminia Paddeu précise que d'autres enjeux environnementaux, comme la pollution de l'air et de l'eau, sont peu représentés.

Bibliographie

BARBIER Rémi, LARRUE Corinne, « Démocratie environnementale et participation : un bilan d'étape », *Participations*, n°1, 2011, pp. 67-104

BONNEUIL Christophe, FRESSOZ Jean-François, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*. 2016, Seuil : Villeneuve d'Ascq, 330 p.

CARREL Marion, NEVEU Catherine, *Citoyennetés ordinaires. Ce que l'enquête empirique fait aux représentations de la citoyenneté*, 2014, Karthala : Paris,

DOBRE Michelle, JUAN Salvador, *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, 2009, L'Harmattan, 320 p.